



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

ATTRI1

ACTE D'ENGAGEMENT¹

A - Objet de l'acte d'engagement.

■ Objet de l'accord-cadre :

Marché réservé aux entreprises adaptées (EA) et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou équivalent.

Prestations de nettoyage, blanchissage et travaux de menuiserie d'effets d'habillement, de campement, linge de couchage et de divers effets au profit du SSPO et du SIH de Rosny-sous-Bois (93).

● Cet acte d'engagement correspond :

1.

☐ à l'ensemble du marché ou de l'accord-cadre (*en cas de non allotissement*) ;

☒ **au lot n°1 de l'accord-cadre :**

Prestations de nettoyage, blanchissage et de travaux de menuiserie d'effets d'habillement, de campement et de couchage au profit du Service de Soutien à la Projection Opérationnelle (SSPO) de ROSNY-SOUS-BOIS (93).

2.

☒ à l'offre de base.

☐ à la variante suivante :

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre suivantes,

- ☒ CCP n°42492/COMSOPGN/CAFN/BDM/SMC du 03/12/2025
- ☒ CCAG fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ☒ Cadre technique
- ☒ Bons de commande

et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ aux prix indiqués ci-dessous ;

☐ Taux de la TVA :

☐ Montant hors taxes² :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

☐ Montant TTC⁴ :

Montant TTC arrêté en chiffres à :

Montant TTC arrêté en lettres à :

OU

☒ aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.

² Le montant de l'offre établie à partir de prix unitaires est calculé par référence à la quantité estimée dans l'avis d'appel public à la concurrence.

⁴ Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :
(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

B4 - Avance (articles R. 2191-1 à R. 2191-19 du code de la commande publique) :

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☐ OUI
(Cocher la case correspondante.)

B5 - Durée d'exécution de l'accord-cadre :

L'accord-cadre, d'une durée maximale ne pouvant excéder 4 ans, prend effet à compter du 01/04/2026 jusqu'au 31 mars 2027. Par la suite, il sera reconduit par tacite reconduction pour les périodes suivantes :

1ère reconduction : du 01/04/2027 au 31/03/2028;

2ème reconduction : du 01/04/2028 au 31/03/2029;

3ème reconduction : du 01/04/2029 au 31/03/2030.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. En cas de silence gardé par le RPA, l'accord-cadre est donc automatiquement reconduit dans la limite du nombre de reconductions fixé ci-dessus.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre, une décision expresse de non-reconduction est notifiée au titulaire un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

C - Signature de l'accord-cadre par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.

C1 – Signature de l'accord-cadre par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature de l'accord-cadre en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur.

- Désignation de l'acheteur :

**COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**
Centre administratif financier national
Bureau dépenses militaires
Sections marchés conventions
54 rue de la Guignière
BP 201
36300 LE BLANC
Tél : 02.45.72.80.82

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché ou de l'accord-cadre :

Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
Désigné représentant du pouvoir adjudicateur par arrêté du 12 décembre 2019

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-62 du code de la commande publique :

Centre de Prestations Financières (CPFI)
Place Beauvau (bâtiment Lumière)
75800 PARIS cedex 08

- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Monsieur le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel
Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

- Imputation budgétaire : **Titre III Fonctionnement**

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A Le Blanc,

Le général de division Jean-Marc Michelet
représentant du pouvoir adjudicateur
(ou représentant de l'acheteur habilité à signer le marché ou l'accord-cadre)